



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 24/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Fonderie SCHLUMBERGER SAS

3 rue du 17 novembre BP79
68500 Guebwiller

Références : 0006704365_2025_02_04_Fonderie-SCHLUMBERGER_VIIC Suiv. Ech. AIR 2023
Code AIOT : 0006704365

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement Fonderie SCHLUMBERGER SAS implanté 3 rue du 17 novembre BP 79 68500 Guebwiller. L'inspection a été annoncée le 19/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection est un contrôle de suivi des échéances concernant l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2023. Cette mise en demeure a été prise à la suite de la visite d'inspection du 3 mars 2023 concernant les rejets atmosphériques du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Fonderie SCHLUMBERGER SAS
- 3 rue du 17 novembre BP 79 68500 Guebwiller
- Code AIOT : 0006704365
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La fonderie SCHLUMBERGER fait partie du groupe NSC Groupe.

Le site dispose de 4 fours de fusion d'acier/fonte pour produire des pièces en petites et moyennes séries.

Les activités principales sont la fusion, le moulage, le grenaillage et le noyautage.

Les principaux référentiels utilisés sont l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2023 et le Code de l'environnement (notamment son article R. 511-9).

Les installations contrôlées (par échantillonnage) sont les postes de noyautage et de moulage du site ainsi que le stockage de produits chimiques solvants

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence de surveillance Air	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 2	Levée de mise en demeure
2	Plan de Gestion des Solvants	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 3	Levée de mise en demeure
3	Nomenclature - rubrique 1978	Code de l'environnement du 28/10/2019, article R. 511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments présentés par l'exploitant lors du contrôle, l'Inspection a constaté que :

- les mesures de rejets atmosphériques sont réalisés selon les fréquences inscrites dans l'arrêté préfectoral du site,
- le Plan de Gestion des Solvants est transmis annuellement et réalisé selon les modalités présentées dans le guide INERIS du 22 février 2009 « guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants »,
- l'exploitant a transmis son positionnement vis-à-vis de la rubrique 1978.

Compte-tenu des constats effectués sur les points de contrôle n° 1 et n° 2, il est proposé au Préfet de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de surveillance Air

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Sous 6 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2017:

«Surveillance de conduit

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère sont contrôlés avant toute dilution dans le respect des prescriptions suivantes

<i>Installation/conduit de rejet</i>	<i>Paramètres à surveiller</i>	<i>Fréquences</i>
<i>Conduit de rejet "Four de fusion"</i>	<i>débit</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>Poussières</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>Zn+Co+Ni+Cr+Cu+Mn (gazeux et particulaires)</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>Pb (gazeux et particulaires)</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>Cd (gazeux et particulaires)</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>As (gazeux et particulaires)</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>NOx</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>CO</i>	<i>Annuelle</i>
	<i>Dioxine/furane</i>	<i>Tous les 3 ans</i>
	<i>HAP</i>	<i>Tous les 3 ans</i>

»

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2023, l'Inspection a constaté que le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques sur le point "Four de fusion" datait du 4 mai 2021.

Avant le présent contrôle, l'exploitant a transmis, par courriel en date du 23 janvier 2025, le rapport annuel des mesures de rejets atmosphériques pour l'année 2024 (réf. : EK2L0/25/123 du 20/01/2025 - mesures réalisées du 15/07/2024 au 17/07/2024).

De plus, l'exploitant avait transmis par courrier en date du 19 juin 2023, le rapport annuel des mesures de rejets atmosphériques pour l'année 2022 (réf. : EK2L1/22/581 du 27/09/2022 - mesures réalisées du 05/09/2022 au 06/09/2022).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a également présenté le rapport annuel des mesures de rejets atmosphériques pour l'année 2021 (réf. : EK2L1/21/327 du 04/05/2021 - mesures réalisées du 24/03/2021 au 26/03/2021) et le rapport annuel des mesures de rejets atmosphériques pour l'année 2023 (réf. : EK2L0/23/1649 du 28 novembre 2023 - mesures réalisées du 23/10/2023 au 24/10/2023). Durant la phase de rédaction du rapport, l'exploitant les a transmis par courriel en date du 7 février 2025.

Après contrôle, l'Inspection a constaté:

- que la fréquence des mesures est annuelle pour les paramètres suivants :

Débit	NOx	Plomb	Poussières
Zn+Co+Ni+Cr+Cu+Mn	Cadmium	Arsenic	CO

- que la fréquence des mesures est tous les 3 ans pour les paramètres suivants :
 - Dioxine/Furane,
 - HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques),
- que tous les paramètres listés dans l'arrêté préfectoral sont mesurés.

Les constats effectués n'appellent pas de remarques vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, PGS

Prescription contrôlée :

Sous 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé :

« Plan de gestion de solvants

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. »

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2023, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas transmis annuellement son plan de gestion des solvants depuis 2016.

Avant le présent contrôle, l'exploitant a transmis par courriel en date du 23 janvier 2025 le Plan de Gestion des Solvants (PGS) pour l'année 2024.

L'exploitant avait également transmis par courrier en date du 19 juin 2023 son PGS pour l'année 2022 et par courrier en date du 15 avril 2024 son PGS pour l'année 2023.

Par ces envois, l'Inspection a constaté la réalisation d'un PGS annuellement depuis 2022 et ce constat n'appelle pas de remarques de la part de l'Inspection.

Pour la suite du constat, l'Inspection a contrôlé la méthodologie de réalisation du PGS (sur le PGS de 2024) et non les chiffres indiqués.

L'exploitant a réalisé une version simplifiée du PGS car selon le guide INERIS du 22 février 2009 "guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants", il est possible de réaliser une version simplifiée du PGS dès lors qu'aucune valeur limite sur les émissions de rejets diffus n'est pas définie.

Dans son PGS, l'exploitant a défini deux paramètres, I1 et O6 :

Paramètre I1: quantités de solvants achetés et utilisés,

Paramètre O6: quantités de solvants contenus dans les déchets.

Pour le paramètre O1, l'Inspection a contrôlé les hypothèses de l'exploitant sur plusieurs points :

1. la présence et l'utilisation des solvants cités par l'exploitant,
2. l'identification des taux de solvants par le biais des Fiches de Données de Sécurité,
3. les quantités utilisés de solvants.

Pour le point 1, l'Inspection a constaté sur site et par sondage au niveau du stockage des produits chimiques du site la présence des trois produits solvantés les plus utilisés par l'exploitant :

- Solvant P,

- Résine Gasharz 31E45,
- Tenosol 21FG.

Pour le point 2, l'Inspection a constaté sur les Fiches de Données de Sécurité (FDS) :

- Pour le Solvant P, le produit est à base d'isopropanol et la part de solvants du produit est de 100%,
- Pour la résine Gasharz 31E45, le produit est à base de phénol et la part de solvants du produit est de 7%,
- Pour le Tenosol 21FG, le produit est à base d'isopropanol et de solvant naphta aromatique lourd et la part de solvants du produit est de 48%.

Pour le point 3, lors du contrôle, l'exploitant a présenté un tableur qui indique la détermination des quantités de solvants utilisées pour le paramètre I1 à partir des quantités de produits et la part de solvants de ceux-ci.

Pour les 3 produits cités précédemment, l'Inspection constate que l'exploitant a repris les taux de solvants présents dans les FDS.

Pour le paramètre O6, l'exploitant a réalisé et présenté lors du contrôle une analyse sur un échantillon de sable des moules après utilisation afin de connaître la quantité de solvants résiduel (réf: AR-13-LK-056952-01) du 06/09/2013). Elle permet d'obtenir la concentration en COV résiduel dans le sable souillé (C = 13.9 mg/kg de sable).

A l'aide de cette analyse et des quantités de sable souillé évacuées en 2024, l'exploitant a déterminé une valeur pour le paramètre O6.

Suite aux constats réalisés sur la méthodologie du PGS et la détermination des entrants et sortants, l'Inspection n'a pas d'observations vis-à-vis des prescriptions contrôlées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Nomenclature - rubrique 1978

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2019, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1978

Prescription contrôlée :

Rubrique 1978

Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :

Rubrique créée à compter du 1er janvier 2020

Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :	
---	--

1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an	D
2. Héliogravure d'édition, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an	D
3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an	D
3. b) Impression sérigraphique en rotative sur textiles ou cartons, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 30 t/ an	D
4. Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/ CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 1 t/ an	D
5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an	D
6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 0,5 t/ an	D
7. Laquage en continu, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an	D
8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la	D

consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	
9. Revêtement de fil de bobinage, lorsque la consommation de solvant(1) est supérieure à 5 t/ an	D
10. Revêtement de surfaces en bois, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an	D
11. Nettoyage à sec	D
12. Imprégnation du bois, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 25 t/ an	D
13. Revêtement du cuir, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 10 t/ an	D
14. Fabrication de chaussures, lorsque la consommation de solvant (1)est supérieure à 5 t/ an	D
15. Stratification de bois et de plastique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	D
16. Revêtement adhésif, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	D
17. Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encre et de colle, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 100t/ an	D
18. Conversion de caoutchouc, lorsque la consommation de solvant(1) est supérieure à 15 t/ an	D
19. Extraction d'huiles végétales et de graisses animales et activités de raffinage d'huile végétale, lorsque la consommation de solvant (1)est supérieure à 10 t/ an	D

20. Fabrication de produits pharmaceutiques, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 50 t/ an	D
(1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation	
<p>(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement</p> <p>(2) Rayon d'affichage en kilomètres</p>	
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 3 mars 2023, l'Inspection avait constaté que, suite à la consommation de solvant supérieure à 8 tonnes par an (pour l'année 2021), l'exploitant ne s'était pas positionné vis-à-vis de la rubrique 1978 "Solvants organiques".</p> <p>Avant le contrôle, l'exploitant a transmis un courriel à l'Inspection le 23/01/2025 où il indique son positionnement vis-à-vis de la rubrique 1978.</p> <p>L'exploitant précise ne pas être concernée par la rubrique 1978 car sa consommation de solvants a fortement baissé depuis 2021 pour passer sous la barre des 5 tonnes par an (3.8 tonnes en 2023 et 3.2 tonnes en 2024) et son activité utilisatrice de solvants ne correspond à aucune des activités visées par la rubrique 1978.</p> <p>Lors du contrôle, l'Inspection a constaté sur site dans quel cadre sont utilisés les solvants. Les solvants sont utilisés dans les installations de noyautage et de moulage afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déposer une couche sur les moules en sable afin de les fortifier et éviter des excès d'acier sur les pièces provoquer par des crevasses à la surface du moule • agglomérer les grains de sable afin de fortifier le moule <p>L'Inspection constate que ces activités n'entrent dans aucune des activités visées par la rubrique 1978.</p> <p>Les constats sur le positionnement de l'exploitant sur la rubrique 1978 n'appellent pas de remarques vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>	
Type de suites proposées : Sans suite	